



Independent observer
of the Global Fund

LE FUTUR DU FONDS MONDIAL: LA SOCIÉTÉ CIVILE RÉCLAME DES INTERVENTIONS COMMUNAUTAIRES PLUS IMPORTANTES

Plus de 120 personnes se sont réunies les 23-24 juin à Bangkok pour le forum de partenariat Asie-Pacifique : le deuxième du genre organisé par le Fonds mondial afin de faire entendre les voix de la société civile et élaborer la stratégie de développement pour la période 2017-2021.

Les demandes des partenaires de mise en œuvre de 20 pays d'Asie-Pacifique, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont été clairement exprimées dans les discours liminaires de Maura Eliarpe et Zakaria Bahtout, deux importants activistes dans la lutte contre le VIH en Papouasie Nouvelle-Guinée et au Maroc.

Nous devons « travailler ensemble sur un pied d'égalité et non pas dans une relation de donateurs-bénéficiaires afin de créer un environnement où personne n'est mis de côté », ont-ils déclaré, soulignant les préoccupations de certaines communautés en transition qui, sans le soutien du Fonds mondial, perdront la seule ressource disponible pour soutenir les programmes ciblant les populations clés et les groupes marginalisés.

Si les préoccupations et les besoins spécifiques des populations clés sont mieux entendues au sein du Fonds mondial que dans tout autre mécanisme bilatéral ou national, la situation est loin d'être parfaite, souligne Eliarpe. Il y a souvent un sentiment de « manque de respect » et le sentiment de ne « participer que pour la forme » dans les discussions et le dialogue national.

Ce sentiment, y compris l'impression d'être moins bien préparés que les autres participants sur un plan technique, signifie que les programmes qui ont été conçus pour les populations clés ne prennent pas en compte leurs besoins de manière complète.

L'un des exemples les plus manifeste concerne les infections opportunistes. Il ne sert à rien d'augmenter les investissements dans les traitements antirétroviraux si les médicaments contre l'hépatite C ne sont pas accessibles, a déclaré Eliarpe qui souligne la nécessité de mettre en place un soutien nutritionnel – comme des multivitamines- pour les personnes dont le traitement antirétroviral est payé via les subventions du Fonds mondial.

Assurer une parité de genre dans les programmes respectant les droits de l'homme est la clé de la réussite ont affirmé les participants pendant les séances plénières. Steve Krause, le directeur de l'ONUSIDA pour la région Asie-Pacifique, a qualifié le projet d'ambitieux et a appelé les parties prenantes à rester « dynamiques » pour que l'impact au niveau opérationnel et législatif soit plus important.

90% des pays de la région criminalisent la prostitution et 50% poursuivent les homosexuels, ce qui démontre la nécessité d'un modèle de plaidoyer plus important pour influencer les décisions politiques et développer des interventions ciblées.

La réunion de deux jours a également donné l'opportunité aux participants d'explorer des manières d'influencer les structures du Fonds au delà du développement de la nouvelle stratégie. La composition du Secrétariat et le fonctionnement en vote par blocs ont été pointés du doigt comme contredisant l'ambition d'universalité et d'inclusion du Fonds mondial.

Les autres innovations, comme l'intégration d'un objectif stratégique focalisé sur la santé et les systèmes communautaires, ont été bien accueillies, avec toutefois un rappel sur la nécessité d'impliquer les communautés. Si un objectif est annoncé au niveau global, a fait remarquer Edgar Vernon Cruz de la Fondation Shell aux Philippines, il faut que les bons outils soient rendus disponibles au niveau des pays pour s'adapter au contexte national et pour que les communautés se l'approprient.

Les autres thèmes ont été discutés au sein de groupes restreints le deuxième jour. Ci-dessous, un résumé des principaux centres d'intérêt.

Des approches sur mesure pour les environnements opérationnels difficiles, durabilité et transition

Les discussions ont pointé du doigt la nécessité de mieux définir ce qui constitue un environnement opérationnel difficile et d'une plus grande flexibilité du Fonds ainsi que d'une approche sur-mesure pour répondre aux difficultés particulières à chaque pays. Les crises brèves et aiguës demandent une approche différente des crises prolongées et les besoins durant un conflit sont différents de ceux qui surviennent après une catastrophe naturelle. Les participants ont également noté que la réponse doit prendre en compte les pays voisins affectés, notamment quand les populations sont déplacées de l'autre côté des frontières.

Les pays en transition pourraient aussi bénéficier d'une approche différenciée qui reconnaît le besoin de maintenir une plate-forme nationale pour les acteurs étatiques et non-étatiques afin de discuter et interagir. L'une des forces du Fonds mondial est de réunir des groupes variés autour de la même table de discussion et de décision : le risque dans les pays en transition est de voir cette interaction disparaître.

Priorités spécifiques à certaines maladies et méthodologie des allocations

Fonder les allocations sur la charge de morbidité et la classification économique – comprenant certains facteurs qualitatifs nébuleux – n'est pas seulement discutable mais potentiellement dangereux, selon les participants.

La prochaine méthodologie d'allocation doit être plus différenciée, prendre en compte les besoins non satisfaits, les épidémies concentrées et les populations clés, y compris dans les pays où la charge de

morbidité générale est en baisse. Les co-morbidités et les co-infections sont les défis émergents en Asie-Pacifique, comme par exemple l'interaction entre le diabète de type II et la tuberculose à Fiji ou la menace que l'hépatite C pose dans la prévention contre le VIH en Indonésie.

Les priorités soulignées par le forum sont :

- Un meilleur équilibre entre les soins et la prévention pour les populations clés
- Soutenir les pays à épidémies concentrées en les incitant à « parcourir la dernière ligne droite et à ne laisser personne derrière »
- Un engagement plus large dans le dialogue pays au-delà des partenaires de santé traditionnels pour adapter les priorités en matière de santé aux allocations et au budget de l'Etat
- Une approche plus régionale de l'élimination des maladies qui prenne en compte d'autres critères que la charge de morbidité et le revenu individuel

Droits de l'homme et genre

Les droits de l'homme sont une priorité émergente pour le Fonds mondial au niveau international qui reste à mettre en œuvre dans les pays. Une réflexion doit être engagée sur ce que le Fonds est prêt à fournir aux pays pour surmonter les défis en matière de droits de l'homme, particulièrement pour ceux qui sont dans un mécanisme de financement transitoire. Dans ces pays où les populations clés sont harcelées, il est fondamental que le Fonds détermine quel rôle il est prêt à jouer en matière de plaidoyer au nom des droits de l'homme, des populations-clés et des femmes.

Sans soutien financier, le risque que ces efforts de plaidoyer s'interrompent est grand comme l'ont souligné les parties prenantes. Une des recommandations a porté sur un soutien technique et financier afin que les pays améliorent leur compréhension sur la manière de lever les obstacles juridiques, pour essayer d'améliorer l'accès à la justice et à l'éducation pour ceux qu'on appelle les « sentinelles », c'est-à-dire les travailleurs sanitaires et gouvernementaux qui sont parfois plus des obstacles que des facilitateurs d'accès à ces soins.

Les discussions sur le genre ont été provoquées par le besoin du Fonds mondial de créer des programmes axés sur le genre, incluant les personnes transgenres, les hommes et les garçons tout en lançant des actions concrètes à l'attention des femmes et des filles. Des indicateurs devraient être développés pour mesurer les résultats en matière d'égalité des genres, améliorer la dimension du genre dans les programmes contre le paludisme et la tuberculose et inciter à mettre l'accent sur les violence contre les femmes dans les notes conceptuelles, particulièrement dans les contextes de crise.

S'engager au nom des jeunes fait également partie des questions des droits de l'homme.

Des systèmes de santé durables et robustes – renforcement des systèmes de santé communautaires

De vivaces discussions se sont tenues sur le renforcement des systèmes de santé et des systèmes communautaires. Les parties prenantes ont appelé à un changement d'approche et à s'éloigner des programmes compartimentés pour parvenir à un système de santé holistique. Les délégués ont été unanimes pour reconnaître que les systèmes de santé et les systèmes communautaires sont inextricablement liés et qu'une nouvelle stratégie du Fonds mondial serait incomplète sans une politique, un processus et un financement permettant des modèles de santé inclusifs.

Un investissement continu dans les systèmes de données et d'information reste une priorité pour pallier les manques de données criants et les besoins non satisfaits des populations clés. Les bénéfices d'une inclusion et d'une approche différenciée ont été soulignés, dans le sens où différents acteurs de différents systèmes jouent des rôles différents et n'ont pas le même niveau de compétences. Quand les systèmes de santé au niveau municipal et provincial se basent sur des rapports au format papier qui doivent

souvent être transportés dans des sacs en plastique vers les centres de santé, le système doit répondre à ces problèmes plutôt que de les ignorer.

En adoptant les séries de recommandations dans le cadre de leurs conclusions, les participants du forum ont souligné la nécessité pour le Fonds mondial d'être à l'écoute et d'apporter des réponses pertinentes en dehors de l'Afrique subsaharienne, même si la région est le plus large bénéficiaire du Fonds et requiert donc une grande partie de son attention.

Les participants se sont interrogés sur la capacité du Fonds d'intégrer ces nuances régionales dans sa stratégie et dans le développement de sa méthodologie d'allocation pour la prochaine période. D'autres ont estimé que ce forum n'était qu'un exercice d'auto-satisfaction et qu'il aurait probablement un impact négligeable dans les délibérations autour de la nouvelle stratégie dont les lignes principales ont déjà été tracées.

[Read More](#)
